

Archives

Banqueroute organisée ou Weimar 1923

samedi 29 novembre 2008

Les Etats-Unis ont choisi le recours, pratiquement sans limite, à la planche à billets. En ajoutant « un plan supplémentaire » de 800 milliards de dollars (614 milliards d'euros) au plan de sauvetage de 700 milliards de dollars (537 milliards d'euros), le plan TARP de Henry Paulson, l'administration Bush continue sa fuite en avant. « *Pratiquement, c'est de l'argent que la Réserve fédérale va imprimer* », reconnaissent les experts. Dans ce « *plan B* », 200 milliards doivent servir à « *dégeler le marché du crédit* » (car les organismes de crédit à la consommation et de financement des investissements sont désormais menacés par la montée de l'insolvabilité de leurs emprunteurs) et les 600 milliards restants seront utilisés pour racheter les actifs des banques qui sont adossés à des prêts hypothécaires.

Ainsi, le renflouement reposera à la fois sur l'aide en capital aux banques en difficulté et sur le rachat ou la garantie par les autorités fédérales des « *actifs toxiques* » répandus partout. Le total mobilisé, récapitulé par l'agence Bloomberg, était de 7500 milliards de dollars la semaine dernière et atteint maintenant 8500 milliards.

Barack Obama ne s'est pas opposé à ce choix et prépare un troisième plan avec Timothy Geithner, un ancien de Kissinger Associates, cette fois pour « *la relance de l'économie* ».

Tous les intéressés reconnaissent qu'il s'agit d'une navigation dans l'inconnu, car presque personne ne connaît la vraie valeur des engagements pris. Pire encore, certaines banques ont utilisé l'argent reçu, non pour financer l'économie, mais pour payer leurs actionnaires ou racheter d'autres banques.

La « finance folle » est aux commandes : Paulson a précisé que son « *programme pourra être étendu et renforcé avec le temps* ». Déjà, un Stephen King, chargé des affaires économiques à la Hong Kong Shanghai Banking Corp (HSBC), l'explique sans retenue : la baisse des taux d'intérêt et l'aide directe aux banques ne suffisent pas, l'avenir est à la planche à planche à billets sous le contrôle d'une autorité mondiale composée de banquiers centraux.

Benito Mussolini a constitué des holdings bancaires d'Etat ; cette fois, les penseurs et les acteurs du « fascisme universel » entendent créer une gouvernance financière mondiale. Que la prochaine étape du G20 ait lieu à Londres, la principale place offshore du monde, depuis laquelle chacun a fait ce que sa législation nationale lui interdisait, est significatif. Déjà, Dominique Strauss-Kahn annonce que le « Nouveau Bretton Woods II » est une illusion et prône une gouvernance mondiale sous l'autorité du FMI, assisté d'un Forum de stabilité financière qui regroupe principalement les grandes banques centrales.

Toutes les conditions d'une hyperinflation généralisée se trouvent ainsi créées – une Allemagne de Weimar 1923 à l'échelle du monde – assortie d'une destruction des conditions de travail et de vie des peuples.

La seule alternative est la nôtre : un vrai Nouveau Bretton Woods, commençant par la banqueroute organisée des intérêts spéculatifs, contre la City de Londres et Wall Street, pour dégager le terrain en vue d'une politique de grands projets mondiaux, du type de ceux de l'administration Roosevelt et de la reconstruction de l'Europe après-guerre. Continuer comme on va mènerait à la ruine de la civilisation.

Jacques Cheminade